

Unité bidépartementale Eure Orne
cité administrative - Place Bonet
CS 40020
61013 Alençon Cedex

Alençon, le 21/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/10/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

MADLINE YVES SA

ZI la Crochère
BP 315
61100 Flers

Références : 61-2025-176
Code AIOT : 0005302333

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/10/2025 dans l'établissement MADLINE YVES SA implanté ZI la Crochère BP 315 61100 Flers. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection avait pour objectif d'étudier les suites de l'inspection du mois de juin afin de régulariser les conditions de lavage extérieur des citernes ayant contenu des produits dangereux ainsi que des eaux hydrocarburées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MADLINE YVES SA
- ZI la Crochère BP 315 61100 Flers

- Code AIOT : 0005302333
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité du site est le transit, regroupement et tri de déchets dangereux et de déchets liquides, en vue de leur élimination par d'autres entreprises.

Contexte de l'inspection :

- Accident
- Pollution
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.9	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
3	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.12.2	Demande d'action corrective	6 mois
4	Clôture du site	Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 7.1	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité à la rubrique 2795	Code de l'environnement du 23/10/2023, article L. 171-7	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a proposé des aménagements du site qui permettront de régulariser l'activité de nettoyage des citernes et de lavage des citernes ayant contenu des eaux hydrocarburées. L'exploitant déposera un porter à connaissance pour les aménagements prévus à cet effet et y inclura un bilan des rétentions.

Les travaux prévus permettront au passage de résoudre la détérioration d'un petit pan de mur à l'entrée du site et poser un ou plusieurs piézomètres d'essai.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité à la rubrique 2795

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 23/10/2023, article L. 171-7
Thème(s) : Situation administrative, Conformité aux seuils de la nomenclature
Prescription contrôlée : I.-Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, lorsque des installations ou ouvrages sont exploités, des objets et dispositifs sont utilisés ou des travaux, opérations, activités ou aménagements sont réalisés sans avoir fait l'objet de l'autorisation, de l'enregistrement, de l'agrément, de l'homologation, de la certification ou de la déclaration requis en application du présent code, ou sans avoir tenu compte d'une opposition à déclaration, l'autorité administrative compétente met l'intéressé en demeure de régulariser sa situation dans un délai qu'elle détermine, et qui ne peut excéder une durée d'un an. Elle peut, en outre, ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 45 000 € par le même acte que celui de mise en demeure ou par un acte distinct. [...]
Constats : Suite aux remarques formulées lors de l'inspection précédente, l'exploitant a indiqué avoir entrepris la mise en conformité du site non-ICPE, en transférant l'activité de lavage extérieur des citernes vers le site classé ICPE, permettant d'être complémentaire avec le nettoyage intérieur tel que pratiqué actuellement. La note explicative relative à la nomenclature ICPE des installations de gestion et de traitement de déchets, émise par la Direction Générale de la Prévention des Risques le 27 avril 2022, apporte des précisions concernant le classement dans la rubrique 2795. Elle indique notamment qu'il « n'est pas nécessaire de classer dans la rubrique 2795 les installations internes de lavage de fûts, conteneurs et citernes de transport, dans la mesure où cette activité est déjà couverte par un classement dans une autre rubrique de la législation des installations classées, et concerne le lavage de fûts, conteneurs et citernes utilisés pour des matières servant à l'installation classée (matières premières ou produits finis, par exemple). » Ainsi, il peut être considéré que l'activité de lavage est prise en compte par les rubriques 2718 et 3550, pour lesquelles le site est déjà autorisé. Cependant, l'activité doit être portée à la connaissance de l'inspection des installations classées. L'exploitant s'est donc engagé à déposer un dossier de porter à connaissance début janvier, afin de préciser le futur fonctionnement de l'installation. L'inspection a par ailleurs formulé des recommandations visant à prévenir les pollutions accidentelles et chroniques liées à cette activité, en recommandant notamment l'usage de matériel adapté et la mise en place de dispositions permettant de limiter les risques d'erreur humaine.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.9
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention des déchets dangereux liquides
Prescription contrôlée :

<p>Toutes dispositions sont prises pour qu'il ne puisse y avoir, en cas d'accident tel que rupture de récipient, déversement direct des matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel.</p> <p>Les unités, parties d'unités, stockages ou aires de manutention susceptibles de contenir ou de collecter, même occasionnellement, un produit qui en raison de ses caractéristiques et des quantités susceptibles d'être mise en œuvre est susceptible de porter atteinte à l'environnement lors d'un rejet direct, sont étanchés et équipés de capacité de rétention permettant de recueillir les produits pouvant s'écouler accidentellement.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la réunion, l'exploitant a présenté en détail la répartition des volumes stockés sur le site ainsi que les capacités de rétention associées. Si le volume global de rétention est suffisant, une augmentation de 4 m³ de la rétention sous l'appentis est toutefois nécessaire pour assurer le respect de la répartition géographique.</p> <p>À noter que l'entreposage de déchets sous appentis ne figurait pas dans le dossier initial de l'exploitant ; cette zone de stockage fera donc l'objet d'une régularisation via le dépôt d'un porter à connaissance en janvier 2026, qui précisera notamment le détail des volumes de rétention.</p> <p>Enfin, il a été constaté sur site que certains conteneurs n'étaient pas entièrement abrités et que l'étanchéité de la dalle était compromise par la présence de fissures à certains endroits.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant procédera aux mesures nécessaires pour assurer l'étanchéité de la dalle et déposera un porter à connaissance pour régulariser le stockage sous l'appentis en justifiant des capacités de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Surveillance des eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 14.12.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le réseau de surveillance se compose au minimum de troispiezomètres (un en amont et deux en aval, dont la profondeur et l'emplacement sont déterminés sur la base d'une étude hydrogéologique^o. L'exploitant veille à l'entretien régulier despiézomètres. Les têtes des piézomètres sont protégées efficacement contre tout risque depollution ou de destruction (notamment par des véhicules). En cas de cessation d'utilisation d'unpiézomètre, le responsable du suivi informe le Préfet et prend les mesures appropriées pour lecomblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines par ce biais.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, un échange portant sur l'installation de piézomètres a eu lieu. L'exploitant a</p>

précisé que, selon son prestataire en hydrogéologie, la réalisation de piézomètres nécessiterait d'atteindre une profondeur de 75 m, ce qui représenterait un coût prohibitif. L'inspection a toutefois indiqué que des piézomètres fonctionnels ont été installés à quelques centaines de mètres du site, dans une géologie similaire, à une profondeur comprise entre 2 et 4 mètres. À la suite de ces informations, l'exploitant s'est montré favorable à la réalisation de piézomètres d'essai à des profondeurs équivalentes.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à la mise en place de piézomètres d'essai lors des travaux relatifs à l'atelier de lavage des citernes et de collecte des sédiments hydrocarburés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 4 : Clôture du site

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/04/2005, article 7.1

Thème(s) : Risques chroniques, Clôture du site

Prescription contrôlée :

L'accès au site doit être limité et contrôlé. À cette fin, celui-ci est clôturé sur la totalité de sa périphérie par un grillage en matériaux résistants d'une hauteur minimale de 2 mètres, muni de grilles qui doivent être fermées à clef en dehors des heures de travail.

Constats :

Lors de la visite, il a été constaté que le portail coulissant ne se fermait pas correctement en raison d'une défaillance d'un capteur. L'exploitant a informé l'inspection que les actions correctives nécessaires avaient été réalisées le 28/10/2025, rétablissant ainsi le bon fonctionnement du portail.

Par ailleurs, il a également été relevé qu'à l'entrée du site, un petit pan de mur avait été endommagé sous l'effet de la poussée d'un arbre.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procédera à la consolidation du pan de mur dans le cadre des aménagements prévus.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois